

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
16 avril 1976
No 472
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

SONACOTRA

Préparons le soutien aux grévistes

Mercredi 7 avril, à l'heure du laitier les flics sont intervenus au foyer Sonacotra de Champigny, embarquant deux délégués José Ferreira et Ben Amar et les mettant dans le premier avion à destination de leurs pays.

Dimanche, au foyer Romain Rolland de St-Denis, les patrons de la Sonacotra envoyaient les gardes mobiles. Objectif : se saisir des délégués du comité de résidents de ce foyer pour les expulser. Malheureusement pour eux, la mobilisation des travailleurs immigrés du foyer devait les en empêcher.

De source sûre, le comité de coordination des 52 foyers Sonacotra en grève sait qu'une vingtaine d'arrêtés d'expulsion sont établis à l'encontre de responsables de la grève. La vigilance chez les grévistes est de rigueur et les mesures sont prises en conséquence.

Pourquoi le pouvoir en vient aux mesures les plus arbitraires et les plus illégales (du point de vue de sa propre légalité) à l'encontre des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra ?

Ce n'est pas une simple question de gros sous. Cette

grève a incontestablement une portée politique de première importance. Car au travers de leurs revendications immédiates sur le loyer, les conditions de logement et de règlement intérieur, c'est finalement la question de l'égalité des droits entre la classe ouvrière d'origine immigrée et sa composante française ; c'est la question de l'unité de la classe ouvrière de France que les grévistes ont toujours su poser on ne peut plus clairement dans leurs écrits ou leurs interventions orales.

Comme le souligne le dernier communiqué du comité de coordination en date du 12 avril «Notre victoire sera une victoire pour l'ensemble de la classe ouvrière».

La répression qui s'abat aujourd'hui n'est que la manifestation de la peur du gouvernement et de l'Etat contre un tel ensemble de revendications.

C'est là la première raison de cette répression, liée au refus de la Sonacotra de discuter avec les grévistes et de reconnaître le comité de coordination comme représentatif.

La seconde raison vient du fait que les grévistes ont su développer dans la lutte le principe de compter avant tout sur leurs propres forces, et donc de rejeter toutes les capitulations déguisées en compromis nuisibles à la victoire.

Si la répression s'abat c'est que depuis le début du mouvement les travailleurs sous la direction du comité de coordination ont osé rejeter les traîtres à leur cause et tout particulièrement ceux de la direction du PCF.

(Suite page 3).

Construction scolaire

VIVRE A L'ECOLE OU Y MOURIR

Des incidents violents se sont produits mercredi après-midi à Paris, où Haby, ministre de l'Education, devait inaugurer au Grand Palais l'exposition «Vivre à l'école».

Une quinzaine de parents, membres de l'association des familles des victimes du CES Pailleron dans lequel 16 enfants ont trouvé la mort en 1973, s'étaient rassemblés devant l'exposition. Ils portaient deux panneaux montrant des photos de l'incendie du CES et des extraits de presse et des panneaux : «Vivre à l'école, oui, mais en sortant vivants», «Cette exposition vous rassure-t-elle ? Pas nous !»

Ces parents ont été brutalement repoussés par la police hors du chemin par où devait arriver le ministre. Une mère résistait aux policiers en criant : «Nous avons perdu nos enfants, il

ne peut rien nous arriver de pire» pendant que policiers et forces de gendarmerie prenaient position. Le ministre Haby est arrivé avec une heure de retard et c'est par une porte dérobée qu'il a pénétré dans les salles d'exposition.

La veille les parents des petites victimes avaient tenu une conférence de presse dénonçant les privilèges exorbitants et criminels de l'Education nationale en matière de construction. Celle-ci ne dépose pas pour ses constructions scolaires de permis de construire, n'est pas soumise au contrôle de sécurité ou obtient des dérogations aux règlements habituels.

L'association des parents affirme aussi que plusieurs des établissements, construits sur le type du CES de Pailleron, n'ont pas été réaménagés en fonction des règlements.

Les flottes américaines et russes font mouvement vers le Liban

L'impasse politique semble toujours totale au Liban où l'intervention militaire syrienne a provoqué de nombreux remous. Celle-ci semble toutefois se relâcher actuellement. Une vingtaine de chars «TU-54» ont pris position en territoire libanais, à proximité immédiate du poste frontière de Masnaa, de part et d'autre de la route Beyrouth-Damas. Ils n'ont toutefois pas poursuivi leur progression.

Un dirigeant de l'Armée du Liban arabe a vivement critiqué Kamal Joublatt, le chef de file des forces pro-soviétiques unies au sein du «Bloc des gauches», en ces termes : «M. Joublatt a manœuvré pour se faire désigner président du Conseil, durant la crise, auprès d'un pays arabe. Je défie Joublatt de démentir cette accusation... Il s'érige en tuteur des musulmans sunnites, du mouvement progressiste et de la Résistance palestinienne. Nous rejetons toute tutelle, et sommes attachés à notre indépendance nationale».

Au moment où la guerre civile entre dans sa seconde année, les combats, loin de cesser, ont repris avec plus d'importance encore ces derniers jours. Le bilan était particulièrement lourd mercredi où l'on relevait 72 cadavres dans les seules rues de Beyrouth et de sa banlieue.

Pendant ce temps Israël multiplie les menaces d'intervention ; le ministre israélien de la Défense reconnaît implicitement ses manœuvres dans l'affaire libanaise en affirmant : «Notre objectif essentiel a été d'empêcher que le Liban ne fasse partie du croissant fertile...»

De leur côté, les flottes de guerre tant de l'URSS que des USA, déjà considérablement renforcées dans la région méditerranéenne, font toutes deux mouvement vers les côtes libanaises.

Dans ce contexte, la Ligue arabe étudie actuellement une demande de l'Irak réclamant la tenue d'une réunion extraordinaire de la ligue afin de décider l'adoption d'une attitude arabe unifiée pour arrêter toute ingérence étrangère au Liban.

Importantes manifestations étudiantes jeudi



Jeudi sera marqué par de nombreuses manifestations de protestation des étudiants partout en France pour l'abrogation de l'arrêté Soisson-Seité.

La manifestation à Paris partira de la Bastille en direction du ministère de l'Education. Elle se déroule à un moment où le mouvement étudiant ne cesse de gagner en ampleur et en force, malgré les tentatives d'encadrement et de sabotage de l'UNEF révisionniste.

Les manifestations d'aujourd'hui auront sans doute à faire face aux bonzillons de ce syndicat qui tenteront d'en prendre la tête.

Elles marqueront la combativité étudiante et seront déterminantes pour la poursuite du mouvement dont les orientations seront discutées à Toulouse vendredi et samedi prochain à la coordination des facultés en grève.

GRAND MEETING DE SOUTIEN A LA JEUNESSE PALESTINIENNE



Vendredi 16 avril à 20h30

salle de la Mutualité

24, rue St-Victor Paris-5e
(métro Maubert-Mutualité)

A l'appel de
LA JEUNESSE COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE
avec la participation d'une délégation
DU COMITÉ EXECUTIF DE LA GUPS
(Union générale des étudiants palestiniens)
et le soutien de «L'HUMANITÉ-ROUGE»

Lettre du Cambodge à lire en page 2

Lettre du Cambodge

Alors que nous commençons notre série d'articles sur les réalisations du Cambodge démocratique, nous avons reçu cette lettre qui, mieux que tout autre commentaire, nous livre un aspect du

Du Cambodge lointain et à la veille du 17 avril date anniversaire de la libération, je reçois un document exceptionnel, certainement le premier témoignage valable depuis un an, une lettre de ma fille aînée qui participe à l'éducation du Kampuchea. On ne sait rien sur le Cambodge, ce petit pays de 7 millions d'habitants qui a vaincu de main de maître cette énorme puissance atrocement barbare qu'est l'USA, et qui tient à édifier le nouveau Cambodge, le Kampuchea par ses propres moyens. Avec l'approbation de la mission du GRUNC de Paris, je vous envoie la copie de cette lettre. Elle est toute simple, toute pure, ma fille est française 100%, elle a eu l'instruction que reçoivent les jeunes d'origine très modeste dans un collège de sa Picardie natale, mais elle a appris avec ardeur et brio, le chinois, le cambodgien, l'anglais, l'espagnol, si bien qu'elle rend de très grands services en tant qu'interprète et traductrice. Elle donne des faits réels, des impressions de Française, je ne dois pas garder cette lettre pour moi toute seule.

Il me semble qu'il faut qu'on sache que « Rien d'impossible au sein de l'univers pourvu qu'on ose escalader la cime ».

Avec la révolution du Cambodge, la révolution mondiale a fait un grand bond en avant. C'est le Kampuchea qui est à l'avant-garde de la révolution de l'humanité et je ne saurais que vous encourager à la prendre comme modèle. Nous avons bien de la chance de vivre à cette époque et d'avoir la possibilité d'en connaître la valeur ce qui donne à notre vie un sens et un but.

Dans la révolution du Kampuchea, il y a plusieurs choses nouvelles, sans précédent dans l'histoire et qui sont : l'évacuation des villes, la collectivisation de tous les biens (sauf ceux d'usage courant). Il n'y a plus ni riches, ni pauvres, ni exploités, ni exploités. On crée une nouvelle classe d'ouvriers et une nouvelle classe de paysans. Les nouveaux ouvriers sont des combattants et des paysans qui se sont trempés dans la guerre.

Les nouveaux paysans sont les gens des villes et les autres qui réforment leur conception du monde en

transformant la terre. Ils creusent des canaux et construisent des digues à angle droit sur tout le territoire chacun participe au travail selon ses capacités.

Les petites vont bien, elles se sont adaptées après une courte période de flottement, elles ont vite appris la langue, les habitudes, l'environnement, elles vont facilement avec les oncles, les tantes et sœurs aînées.



Je vis de vivre et sois d'apprendre : les enfants du nouveau Cambodge.

Elles chantent et dansent à ravir la musique cambodgienne avec les autres enfants, elles s'accordent parfaitement. Toutes les trois nous apprenons à nous connaître et nous sommes très unies. Mais il y a encore beaucoup d'efforts à faire pour nous mettre au niveau des autres. Je comprends de mieux en mieux que rien ne s'acquiert d'un coup. Tout changement qualitatif est la somme de changements quantitatifs et comme les conditions évoluent, que la troupe ne s'arrête jamais... il ne reste qu'à persister.

Les petites parlent souvent de toi. Elles souhaitent te revoir bientôt. Elles disent : En Chine, il n'y a plus d'impérialistes... au Kampuchea il n'y a plus d'impérialistes. Mais en France il y en a encore. Pourquoi est-ce que l'alà (c'est la grand-mère en chinois) est répartie en France. Les impérialistes vont lui faire du mal, dit Naren les larmes pleines les yeux et Sohka très pratique d'ajouter : « L'alà va prendre l'avion et venir. On prendra une voiture et on ira la chercher à l'aéroport. On lui donnera du bouillon de riz sucré. Les impérialistes

monde nouveau qui s'édifie là-bas. Quel meilleur témoignage opposer aux calomnies des réactionnaires de tous bords ?

sont méchants, ils ne donnent pas de bouillon de riz sucré.

Nous entrons actuellement dans la saison chaude qui va durer jusqu'au mois de mai. Nous faisons un jardin qui couvre largement nos besoins, nous en fournissons même une bonne quantité à l'organisation. Comme c'est agréable de faire pousser des choux, des oignons de l'ail,

geois. Leurs méthodes de vivre et de travailler sont différentes mais elles sont humaines et très disponibles.

Ainsi, par exemple, on ne travaille pas à la course, ni à la recherche de la suprématie. Ce n'est pas à qui ira le plus vite ni à qui sera le plus fort. Par contre on travaille en collectivité. Tout travail est un mouvement d'ensemble et dans ce travail il faut mettre

Le tournant italien

Des signes de panique commencent à se faire jour en Italie où la paralysie de la démocratie chrétienne paraît laisser le champ libre à l'arrivée des révisionnistes au pouvoir.

Le signe le plus visible en est un nouvel effondrement de la lire par rapport au dollar (33% de perte depuis janvier). Certains milieux patronaux toutefois envisagent sans affolement la venue du PCI au pouvoir. C'est le cas notamment du président de la firme Fiat, Agnelli, également président de la Confédération du patronat italien, qui a déclaré « absurde » le mouvement de panique qui s'amorce dans certains milieux de la bourgeoisie.

La rentrée politique inattendue du démocrate chrétien Fanfani. Du président du Conseil national de son parti, marque l'hésitation de la bourgeoisie italienne à faire le saut vers un gouvernement avec participation des révisionnistes. Fanfani est en effet bien connu pour

sa farouche opposition à cette solution.

Les deux superpuissances continuent à suivre de très près l'évolution de la situation en Italie. Les USA y dépêchent à la fin du mois le bras droit de Kissinger, chargé de rencontrer divers partis politiques et le patronat italien. Kissinger a dû admettre publiquement que l'arrivée des révisionnistes au pouvoir constituerait « un tournant historique dans les relations atlantiques ».

Pendant ce temps, le PCI prépare les élections anticipées. La centrale syndicale qu'il contrôle, la CGIL, se charge pour lui de multiplier les « appels au calme » et à la démobilisation à la classe ouvrière qui ne semble guère disposée à l'écouter et multiplie luttes, grèves et manifestations.

URSS

Nouveaux procès politiques

Le procès du physicien soviétique Andreï Tverdokhlebov, s'est ouvert mercredi matin à Moscou. Agé de 26 ans, ancien secrétaire de la section d'« Amnesty internationale » en URSS et membre de la Ligue des droits de l'homme, il est accusé d'avoir « systématiquement diffusé des élucubrations manifestement fallacieuses calomniant l'État et la société soviétiques » et risque pour cela une peine de trois ans de prison. Les journalistes occidentaux qui voulaient assister au procès se sont vus interdire l'entrée de la salle. Toutes les rues donnant accès au tribunal ont été barrées par la police.

Au cours d'un autre procès qui vient de se terminer en Lituanie, le biologiste Valéry Maresine, accusé d'avoir refusé de témoigner

contre son collègue Sergueï Koualev condamné en décembre dernier à sept ans de prison, a été condamné à 6 mois de travaux forcés. Il devra en outre verser 25% de son salaire de travailleur forcé à l'État russe.

Enfin Mustapha Djemilev, qui sera prochainement jugé à Omsk, en Sibérie, symbolise la lutte des minorités nationales contre la politique d'oppression des nouveaux tsars, par le soutien qu'il apporte à la lutte des Tatars de Crimée. Exclu de l'université pour avoir milité dans un mouvement national tatar, il a déjà été condamné en 1966 à 18 mois d'internement dans un camp pour « refus de service militaire » puis, en 1970, à 3 ans de camp pour « calomnies antisoviétiques ».

ONU :

LE DÉBAT SUR TIMOR AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le Conseil de sécurité de l'ONU a poursuivi toute la journée le débat sur la situation créée au Timor-Est par l'agression indonésienne.

Au cours de son intervention le représentant du gouvernement australien a rappelé que son gouvernement est pour le droit d'expression libre du peuple de Timor-Est et a demandé que les Nations unies interviennent pour que ce droit soit effectivement respecté. Il a souhaité pour cela une seconde tournée d'inspection de l'envoyé spécial des Nations unies.

Au cours de la précédente, en février dernier, il avait été empêché de débarquer à Timor-Est par les autorités indonésiennes qui, tout en affirmant par ailleurs que les combats avaient cessé dans le territoire, estimaient ne pas pouvoir garantir sa sécurité.

nouvelles intérieures

Que faire en cas de répression policière ? (2)

Les perquisitions

Dans tous les domaines, la bourgeoisie accentue sa violence de classe, intensifie sa répression : contre les ouvriers en grève, elle fait donner ses CRS ; elle arrête des petits paysans, fait charger les manifestations étudiantes. Contre cette offensive la classe ouvrière et le peuple ripostent de plus en plus fermement. C'est pourquoi il est bon, dans la période actuelle, de rappeler les quelques droits dont nous disposons face à la répression policière et l'attitude idéologique pour y faire face.

EN CAS DE PERQUISITION

Vous devez savoir que les perquisitions ne sont « permises » qu'entre 6 et 21 heures. Il y a des exceptions, bien sûr, en cas d'état de siège, « en cas de crimes, d'atteintes à la sûreté d'État ou de suspicion de recel de stupéfiant ». Pour une perquisition « normale », par exemple à 6 heures du

matin, elle doit être dirigée par un officier de police judiciaire, pas par un simple flic.

Les flics, pour faire leur besogne doivent avoir votre accord (autorisation écrite de votre main). Vous devez avant d'ouvrir la porte, demander et obtenir (par dessous la porte) une « commission rogatoire » (couramment appelée mandat de perquisition). Sans cela vous avez tout à fait le droit de ne pas ouvrir.

Sachez que tout ceci ne doit pas vous enlever votre sang-froid et utilisez tous vos droits (cités ci-dessus) pour gagner du temps — si nécessaire — pour liquider certains papiers, si nécessaire y mettre de l'ordre, réfléchir à la situation, et prévenir (si vous avez le téléphone mais en faisant attention à l'écoute) avocat, amis, camarades, etc.

Enfin si vous n'êtes pas là, la perquisition ne peut se faire qu'en présence de 2 témoins.

EN CAS DE FLAGRANT DÉLIT

Lorsqu'une infraction vient juste d'être commise, une procédure spéciale est applicable : celle dite « du flagrant délit ». C'est le cas par exemple lorsqu'une ronde de police tombe sur des militants au cours d'un collage ou d'un bombage.

Cette procédure présente de nombreux avantages pour les flics puisqu'elle leur

attribue à peu près tous les pouvoirs d'un juge d'instruction, sans accorder aux interpellés aucun droit même parmi les plus élémentaires.

Elle peut être appliquée dans tous les cas (sauf en principe pour les délits de presse et les délits politiques, mais on a vite fait de transformer un délit politique en délit de droit commun chez ces messieurs).

Dans ce cas la police peut ordonner des perquisitions et saisies d'objets sans avoir besoin du consentement de l'intéressé qui commettrait le délit de « rébellion » s'il s'y opposait. Les perquisitions, même dans ce cas, ne peuvent toutefois avoir lieu de nuit et sans sa présence, ou à défaut, de celle de deux témoins.

Au cours d'une perquisition tout militant doit bien entendu garder son sang-froid, se refuser à toute déclaration, et n'accepter aucune forme de collaboration avec la police.

Préparons le soutien aux grévistes de la Sonacotra

(Suite de la p. 1)

S'ils avaient accepté la plate-forme proposée par le PCF et la CGT, il n'y aurait plus de grève et de répression, mais qu'auraient-ils obtenu ? Rien ! Cette plate-forme changeait les mots du règlement intérieur mais pas le sens de celui qui est remis en cause ; elle prévoyait une baisse des loyers, mais de dix centimes par jour... En vérité cette plate-forme avancée par les révisionnistes grâce à quelques éléments isolés infiltrés un temps, soit dans le comité de coordination, soit dans certains comités de résidents, n'était qu'une arme dans les mains de Claudius-Petit et des autres patrons de la Sonacotra qui leur permettaient de jouer la carte de la division et de l'essoufflement.

Malheureusement pour eux, les faux communistes infiltrés ont été expulsés par la masse des ouvriers immigrés lors des nombreuses assemblées générales démocratiques tenues dans chaque foyer.

Parce que les défenseurs zélés des intérêts patronaux que sont les faux communistes ont échoué, le pouvoir n'a plus d'autre ressource que de céder aux grévistes ou bien de se lancer dans l'aventure de la répression.

Pour le moment, le pouvoir a choisi la seconde solu-

tion, seulement il a jeté en l'air une pierre qui lui retombera sur les pieds. Les expulsions de deux de leurs camarades ont en effet provoqué le développement du mécontentement des locataires Sonacotra et leur détermination à aller vers la victoire.

Cette victoire est en premier lieu leur affaire, et ils ont montré à plus d'un qu'ils n'accepteraient aucune ingérence dans la conduite de leur lutte.

Seulement, les ouvriers français et immigrés hors des foyers Sonacotra sont tous concernés par le succès ou non de ce mouvement. C'est la solidarité de toute la classe qui ici est en cause. La semaine prochaine une manifestation sera organisée à Paris à l'initiative du comité de coordination dans le but de renforcer la solidarité notamment de la part des travailleurs français. Il faut dès maintenant nous préparer sur Paris à cette riposte pour que ce soit non seulement le succès pour les « Sonacotra » mais celui de toute la classe. La date, l'heure et le lieu seront communiqués bientôt dans le journal, mais dès maintenant, dans les entreprises, au travers des syndicats, dans les quartiers, préparons le succès de cette manifestation.

en bref

L'INFORMATION TRUQUÉE

Un nouveau directeur général adjoint de l'Agence France Presse, Henri Pigeot, vient d'être nommé. Il présente toutes les garanties de partialité requises pour une bonne information bourgeoise. Pigeot était en effet conseiller technique au ministère de l'Information depuis 1972. Il a donc eu l'occasion de faire ses preuves de spécialiste de la propagande gouvernementale.

VIGILES ET CHIENS CONTRE DES VILLAGEOIS

Des vigiles et des chiens policiers gardent désormais chaque nuit le chantier d'une route des Essarts-le-Roi, près de Rambouillet, dont le tracé est contesté par une partie de la population.

La future route à grande circulation doit emprunter un itinéraire de plus d'un kilomètre entre un groupe scolaire, un collège d'enseignement secondaire et une piscine, au total un secteur où évoluent près de 1.500 enfants.

Le « comité de sauvegarde » formé par les habitants a déjà, à plusieurs reprises, arraché les piquets d'implantation et les installations d'assainissement du chantier qui est désormais gardé nuit et jour.

FOYER DIFFAMATEUR !

L'ancien ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Jean Foyer, vient d'être condamné, une fois n'est pas coutume, à 1 000 F d'amende par la 17^e chambre correctionnelle de Paris. Il a été reconnu coupable de diffamation envers le syndicat de la magistrature, qualifié par lui « d'organisme de subversion » dans un article paru dans « le Figaro ».

DEUX TRAITEMENTS

Alors que le FRAP est interdit de séjour en France, la « Coordination démocratique » espagnole, issue de la fusion de la « Convergence » (socialiste) et de la « Junta » (révisionniste) vient le plus légalement du monde de tenir sa séance constitutive à Paris.

C'est la princesse Cécilia de Bourbon Parme, soi-même, représentant le parti monarchiste carliste, qui en a informé la grande presse au nom des 7 organisations de la coordination (parti révisionniste de Santiago Carrillo, Parti socialiste ouvrier espagnol, Mouvement communiste, Parti du travail d'Espagne, Union générale des travailleurs, Groupe des indépendants et Parti carliste).

Révisionnistes et monarchistes, acclamés au sein du même mouvement, peuvent donc s'exprimer comme ils l'entendent dans notre pays alors que les militants révolutionnaires du FRAP et des organisations basques y sont impitoyablement pourchassés.

APRES ST-ÉTIENNE-EINDHOVEN (2-0) : LE CHAUVINISME A TUÉ

L'arrivée des joueurs stéphanois, de retour d'Eindhoven à l'aéroport de Saint-Étienne, jeudi matin a été le théâtre d'un événement qui illustre parfaitement l'esprit chauvin dans lequel sont entretenues les rencontres sportives.

Un supporter a été décapité par une hélice de l'avion à bord duquel se trouvaient les équipiers de l'ASSE. Plus de deux mille personnes avaient envahi la piste et dès que l'appareil se fut posé, elles se précipitèrent pour accueillir les « verts ». C'est alors qu'un supporter bousculé, fut projeté sous l'hélice et décapité.

GREVE AU GROUPE MALAKOFF

A l'appel de l'intersyndicale, plus de mille personnes du groupe Malakoff (caisses de retraite complémentaires de la métallurgie, soit 3 établissements sur Paris et 5 antennes régionales) sont en grève depuis lundi 12 avril à 14 heures, sur la revendication salariale unitaire de 3,4 % et 200 F pour tous.

La direction n'ayant accordé que 3,2 % et refusant toute négociation, le personnel a décidé d'obtenir satisfaction et de poursuivre son action.

A l'heure où Giscard d'Estaing prône la concertation dans l'entreprise, en voilà une belle illustration.

Pour la solidarité contacter :

Intersyndicale du G. M.
121, av. Malakoff
75784 Paris cedex 16

Lorient

La riposte contre la répression s'organise

L'arrestation des 6 militants marxistes-léninistes a provoqué une vive réaction d'indignation parmi la population lorientaise et des environs. Partout, sur les lieux d'habitation, de travail, parmi les syndicats, où nos 3 camarades étaient hautement appréciés, estimés pour leur dévouement, partout les réactions surgissent : « C'est dégueulasse, c'est inadmissible de venir arrêter les gens comme ça, chez eux, à 6 heures du matin sans aucune preuve ». « C'est intolérable de les garder des jours entiers au secret, sans que l'on puisse avoir la moindre information sur ce qu'on leur reproche ».

Ceux qui ont connu la guerre disent : « On y revient, c'était comme ça ». « Ah, elle est belle, notre société libérale avancée ! ». « C'est le fascisme ». « A qui sera le tour demain ? ». « Pourquoi pas moi ? ». Partout les gens sont unanimes : « Il faut faire quelque chose ».

Alors les comités de soutien se montent un peu partout à l'initiative des militants de base et des responsables locaux des partis et syndicats.

L'UL CFDT titre dans le journal local « Nous sommes des inconditionnels de la solidarité ouvrière » (quelque soit l'appartenance syndicale, politique, religieuse des gens) et appelle la population à être prête à se mobiliser et même à descendre dans la rue.

A Plouhinec, un comité de soutien s'est déjà formé et tient une réunion ce soir. Un des camarades est originaire de cette région. Sur l'hôpital, lieu de travail d'un autre camarade, un comité s'est formé réunissant syndiqués et non syndiqués, appelant à une grève avec assemblée générale de tout le personnel.

Enfin les communistes marxistes-léninistes font une propagande intensive pour dénoncer la répression, la fascisation.

17 h. Dernière minute : le responsable local de l'UL CFDT nous apprend que des membres du PCF font courir le bruit que l'un des camarades arrêtés aurait eu chez lui le plan des dépôts d'armes officiels de Lorient !! D'où tiennent-ils ces informations alors que personne ne sait les mobiles d'accusation ni ce qui a été trouvé : ce sont les RG qui leur ont téléphoné. Voilà les révisionnistes se démasquent. Leur tactique de faire courir un tel bruit sans l'ombre d'une preuve vise à tenter de discréditer les camarades aux yeux des masses en voulant les faire passer pour des terroristes.

Si le PC persiste dans ces affirmations, alors ce sera une bonne chose pour les travailleurs de Lorient qui ouvriront les yeux sur le caractère fasciste, traître à la classe ouvrière de ce parti.



la France des luttes

Recette principale des PTT-Paris Pour obtenir des effectifs supplémentaires

DANS LES SYNDICATS DEUX LIGNES**ANTAGONIQUES S'AFFRONTENT**

Depuis le vendredi 2 avril 1976 (voir HR No 465) les préposés-acheminement de la brigade 16-23 h du transbordement ont entamé la lutte pour obtenir des effectifs supplémentaires. La situation est intolérable ! Pour 118 positions de travail au transbordement il y a 106 présents, 29 absents (congs, maladies, etc.) et 3 absences de longue durée. L'effectif réglementaire de 142 unités n'est même pas respecté. La revendication des travailleurs est d'obtenir le volant au 1/4 (148 unités réelles) soit 13 unités nouvelles. Devant l'action massive des préposés le chef du personnel promet les effectifs demandés pour le lundi.

Lundi 5 avril

A 10h 30 une délégation syndiqués-non syndiqués va trouver le chef du personnel pour fixer les modalités d'application. Celui-ci revient sur ses promesses : il propose 3 effectifs réglementaires plus 3 provisoires (2 renforts et un «californien») au lieu des 13 effectifs réglementaires promis. Les délégués CFDT et non-syndiqués protestent et réclament le volant au 1/4. Le chef du personnel répond : «Votre revendication est juste. Ce n'est pas par des actions à la base que vous l'obtiendrez mais sur le plan national dans les CAP (commissions administratives paritaires)». Le dirigeant CGT lui emboîte le pas : «Je suis entièrement d'accord avec vous».

A la prise de service à 16 h sur les 6 effectifs promis à 10 h 30 il n'y en a que 3. L'AG avec l'appui des militants CFDT passe outre à l'opposition des dirigeants CGT et décide unanimement : débrayage sur le champ et délégation de masse syndiqués-non-syndiqués. Le chef du personnel ne veut pas recevoir la délégation mais uniquement un dirigeant CGT. Celui-ci se précipite dans le bureau et referme la porte derrière lui. Les délégués CFDT et non-syndiqués pénètrent d'autorité.

A la sortie de la délégation, le personnel décide avec l'appui de la section CFDT de la convocation d'une AG pour le lendemain. Les bureaucrates CGT crient à l'aventurisme ! Il est vrai, le chef du personnel vient de quitter l'un d'entre eux en lui serrant longuement la main : «Écoutez monsieur P... expliquez-leur et arrangeons cela !»

Mardi 6 avril

L'AG convoquée à 15 h 30 rassemble la majorité des brigades présentes. Celle-ci commence par une mise au point vigoureuse d'un préposé CFDT : soutien des militants CFDT au mouvement ; importance de se battre pour des effectifs dans une période de chômage et de démantèlement ; dénonciation des manœuvres de l'administration ; nécessité pour obtenir les 148 unités (volant au 1/4) d'exiger 13 unités nouvelles dont 10 au titre du volant et 3 pour combler les absences de longue durée ; proposition de poursuivre le mouvement et de le renforcer en l'étendant au minimum à tout le transbordement.

Face à cette prise de position sans ambiguïté les dirigeants révisionnistes de la CGT et le secrétaire réformiste de la CFDT se démasquent. Pendant plus d'une demi-heure ils monopolisent la parole, font passer les miettes cédées par la direction pour une victoire, mettent en garde contre les «extrémistes», tentent de constituer une délégation-bidon contre d'éventuelles sanctions alors qu'aucune décision n'est prise sur la suite du mouvement, etc. Leur but est clair : faire reprendre le travail à tout prix. L'AG flotte un moment devant la confusion organisée. Les militants et responsables de base CFDT contre-attaquent, réduisent à néant les arguments des bureaucrates CGT et CFDT et leur imposent un vote de principe : grève avec ou sans préavis. L'AG, à l'unanimité moins une abstention, vote la grève avec préavis afin de renforcer et d'étendre au maximum la mobilisation. Le secrétaire CFDT s'engage personnellement à déposer le préavis le lendemain, si la question des effectifs n'est pas réglée.

Mercredi 7 avril

Les propositions de l'administration sont toujours aussi ridicules : 4 unités réglementaires supplémentaires au lieu des 13 exigées. A la prise de service à 16 h de nouveau débrayage et AG. Le dirigeant CGT essaie de faire passer les vessies pour des lanternes. Les militants de base CFDT lui clouent le bec : «Le volant au 1/4 n'est pas obtenu !» ; «4 unités, c'est une sucette donnée aux travailleurs !»

Puis l'AG interpelle le secrétaire CFDT, sur le dépôt du préavis de grève. Ce dernier rétorque avec arrogance :

«Je n'ai pas posé le préavis et ne le poserai pas. Pour une raison très simple c'est que vous êtes à effectifs complets (?). Si je le posais je me ridiculiserai devant le receveur... Pour poser le préavis il faudra ma signature, vous ne l'aurez pas !»

Combattre la ligne bourgeoise

Le responsable CFDT de la 5e division dénonce et désavoue devant l'AG le secrétaire CFDT. Les 2 bureaucrates, CGT et CFDT, se retirent sous les interpellations des préposés : «Elle est belle la démocratie des dirigeants syndicaux ! Ce n'est pas les travailleurs qui commandent aux syndicats.

C'est les syndicats qui manipulent les travailleurs !» Découragés mais conscients du sabotage de l'action («C'est des salauds !») les travailleurs reprennent le travail. On entend des réflexions semblables à celles-ci : «Pas de doute ! Dans les syndicats il y a 2 tendances,

2 façons de se battre ! Il faut virer les traîtres !»

C'est un pas en avant dans la prise de conscience. Un pas plus important reste à franchir : c'est de faire comprendre que ce ne sont pas seulement des traîtres, mais qu'ils appliquent une ligne politique bourgeoise et que c'est cette ligne politique qu'il faut combattre, et non les seuls individus qui l'appliquent. D'ores et déjà deux lignes syndicales sont apparues très clairement aux postiers pendant l'action : une ligne bourgeoise de collaboration de classe (dirigeants révisionnistes de la CGT, dirigeants réformistes de la CFDT à leur remorque, FO abstente de la lutte) et une ligne révolutionnaire de lutte classe contre classe (adhérents et militants honnêtes de la CFDT et de la CGT, délégués, non-syndiqués). Cette dernière rallie de plus en plus la sympathie de la majorité des travailleurs. Tout au long de la lutte les marxistes-léninistes ont été à la pointe du combat, se sont montrés fermes sur les revendications et n'ont fait aucune concession contrairement à certains.

Les communistes marxistes-léninistes de Paris RP

Cherbourg**Les paysans solidaires des ouvriers**

En grève depuis plus de 2 semaines, les ouvriers de l'usine Simon (Cherbourg) sont toujours aussi déterminés. Un piquet de grève veille en permanence à la porte de l'usine. Ils ont profité du week-end pour populariser leur lutte en organisant un tournoi de foot, de pétanque et un pique-nique familial le dimanche midi.

D'autre part ils ont reçu dimanche matin le soutien de petits et moyens paysans de la région sous la forme d'une vente de produits (lait, volailles, cidre, patates, carottes, etc.). Cette opération a été fort appréciée car les salaires du mois de mars n'ont pas été versés.

prix à la production et au détail : «Le litre de lait à 34 gr de matière grasse vendu 1,50 F au consommateur aura été payé environ 0,78 F au producteur...» Enfin, ils appellent à l'unité des ouvriers et des petits paysans : «(...) Les petits paysans ne sont pas des salariés, mais



La vente des produits de la ferme.

Les paysans ont également distribué un tract dans lequel ils expliquent que les ennemis des paysans ne sont pas les ouvriers mais bien les capitalistes, ils démontrent aussi le décalage entre les

comme les ouvriers, leur travail est exploité par les firmes capitalistes. (...) Comme les ouvriers, les petits paysans sont des producteurs, comme eux ils vivent de leur travail, comme eux ils subissent la crise du capitalisme et ce qui les unit est plus important que ce qui les divise.»

Il semble que le bilan de cette opération ait été nettement positif, il a contribué à dissiper la méfiance pouvant exister réciproquement. Si l'ensemble du personnel et plusieurs délégués CGT et CFDT ont apprécié cette initiative paysanne, certains révisionnistes du PCF infiltrés dans la CGT n'ont pas accepté cette vente de gaité de cœur. D'autre part, un porc abattu fourni par les paysans et découpé avec des grévistes devait être vendu aussi le dimanche matin ; les syndicats l'ont fait distribuer le samedi soir. Pourquoi ? Aurait-il été gênant que les ménagères demandent aux paysans pourquoi c'est plus cher chez le charcutier ? De plus la vente de produits présentait moins d'intérêt sans le cochon...

Quoiqu'il en soit le soutien des paysans est assuré aux grévistes, il vient s'ajouter à celui des travailleurs de l'agglomération cherbourgeoise, forts de toute cette solidarité, nul doute que les ouvriers de Simon ne se laisseront pas intimider par les manœuvres de la direction et n'accepteront pas n'importe quel compromis.

Correspondant HR

Correspondant HR

LMT-Installations**Une victoire pour les libertés syndicales**

Tout dernièrement au chantier du central téléphonique «Tuilerie», un délégué du personnel CFDT passe sur le chantier et les travailleurs se réunissent autour de lui pour discuter et tirer les leçons des derniers mouvements de grève.

Fou de colère, le responsable de secteur, Charrial, déclare que «les réunions sont interdites sur les chantiers» et que «le temps de réunion sera retenu aux travailleurs présents». S'adressant au délégué CFDT il lui déclare : «Je vous mettrai un rapport»...

La direction espérait ainsi «baillonner» la section CFDT et empêcher les travailleurs de discuter, de prendre la parole au cours des réunions qui développent leur unité.

Mal lui en prit à cette direction de douter de l'unité des travailleurs, car aussitôt, la quasi-totalité du chantier se mobilise et exige le retrait immédiat du rapport.

Le chien de garde Charrial après son forfait, se déclare incompetent, et il arrive ainsi à téléphoner à Pa-

quelier, le chef du personnel, qui lui déclare : «Pas question de céder, mais tournez ça autrement... dites que je suis occupé.»

Ayant entendu la réponse, les travailleurs décident d'aller au siège social à Montrouge.

C'est à ce moment qu'arrive... une déléguée PCF/CGT qui cherche tout de suite la division ; elle nie l'utilité d'aller tous ensemble à Montrouge, et elle téléphone à Paquelier et revient fière d'elle et d'une «grande victoire» : «Il sus-

pend le rapport jusqu'à 4 heures de l'après-midi».

Les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille et vont à Montrouge, et Paquelier est contraint devant la détermination des travailleurs de supprimer purement et simplement le rapport.

Cette victoire, petite certes, montre qu'il est possible de lutter et de vaincre contre les patrons et les révisionnistes du PCF. Elle donne confiance aux travailleurs dans leurs luttes.



la France des luttés

A Saint-Nazaire Des enseignants occupent pour protester contre 13 suppressions de postes

Des menaces précises pèsent sur l'emploi et les conditions de travail des enseignants : rien qu'à St-Nazaire 13 postes risquent d'être supprimés dans le secondaire à la rentrée 76. Du moins

**PRESSIONS DE POSTES !
ABAISSEMENT DES EFFECTIFS A 25 ÉLÈVES PAR CLASSE !**

Ils ont récemment organisé l'occupation démonstrative d'un CES pendant 24

heures, dénonçant l'école capitaliste, fut jouée devant l'assistance.

Cependant, s'ils ont obtenu le soutien d'organisations syndicales et laïques locales, les enseignants doivent déjouer sans cesse les tentatives de récupération et de démobilité du PCF qui tente de chapeauter le mouvement pour l'amener dans l'orbite de ses projets politiques bourgeois. Ces faux communistes voudraient voir la lutte rentrer dans le rang de leurs sempiternelles manifestations-bidons « sur l'emploi » qui n'apportent rien mais qui leur permettent de faire mousser leur « Programme commun ».

Ces manœuvres ont été dénoncées explicitement en assemblée générale par des enseignants marxistes-léninistes avec l'approbation d'une majorité d'enseignants.

La lutte continue et d'autres actions sont prévues pour faire plier le rectorat.

Des enseignants marxistes-léninistes de St-Nazaire.



Pour protester contre les suppressions de postes les enseignants occupent le CES Manon Roland.

telle est la volonté du recteur.

Une fois encore des maîtres-auxiliaires, véritables intermédiaires de l'enseignement, sont ainsi menacés de chômage à la prochaine rentrée. Les titulaires des postes supprimés devront, eux, aller enseigner ailleurs, souvent loin de leur lieu de résidence. Les effectifs des classes seront plus chargés encore qu'ils ne le sont. Il s'agit de quelques effets de la réforme que le ministre Haby veut mettre en place pour essayer de maîtriser la crise de l'école capitaliste.

Les enseignants combattifs des établissements de St-Nazaire s'efforcent d'organiser à la base une riposte que les syndicats nationaux refusent d'organiser depuis des années. Ils se sont donnés une ébauche d'organisation représentative, composée de délégués élus par les assemblées générales d'établissements. Plusieurs assemblées générales au niveau de St-Nazaire ont permis de définir les mots d'ordre de lutte suivants : NON AUX SUP-

heures, en appelant parents, élèves et travailleurs à les soutenir.

L'après-midi, environ 150 personnes se trouvaient dans le CES occupé. Des affiches dénonçaient, chiffres à l'appui, la sélection sociale à l'école; une pièce

Depuis la rentrée de Pâques à Grenoble, Le mouvement étudiant à l'offensive

Le jour de la rentrée, les assemblées générales de Sciences, Sciences sociales, Lettres et Sciences humaines ont voté la reprise de la grève. Immédiatement le mouvement s'est fait plus dur encore qu'avant les vacances. Les étudiants ont pris clairement deux axes : pour vaincre il faut populariser notre mouvement, pour vaincre il faut rejoindre le mouvement des travailleurs contre le capitalisme. C'est ainsi que lors d'une assemblée générale centrale, 2 000 étudiants ont décidé d'organiser une action spectaculaire de popularisation puis de participer à une manifestation qu'organisaient à Grenoble les travailleurs de Rhône-Poulenc.

Le 7 avril, 300 étudiants ont mis en place un barrage sur l'avenue Gabriel Péri qui longe le campus universitaire. Un tract était distribué aux automobilistes et de nombreuses discussions se sont engagées avec eux sur

la question des revendications étudiantes.

Une demi-heure à peine après le début de cette action, les flics arrivaient. Engageant charge sur charge, ils essayaient de disperser les étudiants à coups de grenades lacrymogènes, de grenades au chlore. Ils tiraient des grenades offensives sur les étudiants, à tir tendu. Mais les 300 manifestants ne se laissaient pas in-

« Hier après-midi les étudiants ont organisé une action de popularisation. Une telle manifestation répondait à leur inquiétude d'expliquer leurs luttes et leurs revendications à la population de Grenoble. Malgré les appels à la dispersion, lors de l'intervention des forces de police, certains individus ont joué le jeu de la provocation en cherchant l'affrontement ».



Les étudiants se préparent à affronter la deuxième charge de flics sur l'avenue Gabriel Péri.

timider. A la violence réactionnaire des flics de la bourgeoisie, ils ripostaient par la violence de masse. A coups de cocktails molotov et de pierres, les étudiants obligeaient les flics à se replier puis à s'en aller. Au cours des affrontements trois manifestants étaient blessés, et un certain nombre de flics étaient touchés également.

Chacun avait pu le constater : une fois de plus c'étaient les flics qu'envoyait la bourgeoisie qui avaient tenu le rôle de provocateurs.

Mais l'UNEF révisionniste qui n'en est plus à une contre-vérité près ne voyait pas les choses de cet oeil. Et le lendemain elle faisait passer dans le très réactionnaire *Dauphiné libéré* un communiqué pour dénoncer... les provocateurs gauchistes !

« L'UNEF appelle tous les étudiants à déjouer les provocations et à continuer la lutte pour l'abrogation de la réforme du second cycle ».

Cela ne rappelle-t-il pas les mensonges grossiers, les calomnies et les attaques venimeuses que lançait le faux parti communiste français en 1968 contre les étudiants et les travailleurs lorsqu'ils affrontaient les forces de répression ? La vérité est que les révisionnistes sentent le vent venir, et que la perspective d'un puissant mouvement révolutionnaire de masse les terrifie.

Le 9 avril, le rôle des révisionnistes devait encore apparaître plus clairement et l'on devait voir ce que signifient réellement leurs paroles sur l'unité des étudiants et des travailleurs —

(Suite p. 6)



A L'INTENTION DES ETUDIANTS MARXISTES—LENINISTES

Nous rappelons à tous les militants marxistes-léninistes de « L'Humanité-Rouge » et de la JCMLF travaillant en direction des étudiants dans les facultés, les IUT, etc. que, pour que notre « Humanité rouge » puisse remplir correctement son rôle, il est indispensable qu'ils lui communiquent au jour le jour toutes les informations concernant le mouvement étudiant en cours et son évolution. A cet effet, les camarades doivent téléphoner dès que nécessaire au numéro de notre répondeur automatique. Si certains d'entre eux ont un numéro, nous les

convions à nous communiquer dans les délais les plus brefs un moyen de les joindre par lequel nous pourrions combler cette lacune.

Par ailleurs nous signalons à ces militants de « L'Humanité-Rouge » et de la JCMLF que dans les circonstances présentes marquées par le développement du mouvement de lutte des étudiants, une permanence téléphonique est assurée à ce même numéro tous les mardis matin et tous les jeudis matin de 8 heures à 10 heures.

Nous conseillons vivement à tous les étudiants de « L'Humanité-Rouge »

et de la JCMLF d'utiliser ce moyen de liaison rapide.

Un dernier point enfin : à tous les camarades qui se rendront à la faculté de Toulouse-le-Mirail à l'occasion de la coordination nationale étudiante qui s'y tiendra le samedi 17 avril, nous signalons que vendredi à partir de quinze heures une table de vente de « L'Humanité rouge » sera tenue dans cette faculté où ils pourront prendre contact avec des camarades et trouver un certain nombre d'informations sur le développement du mouvement de lutte pour l'abrogation de la réforme Soisson.

L'Humanité-Rouge

A Paris VII, les étudiants ont rejeté l'UNEF et les trotskistes UN EXEMPLE A SUIVRE !

Lors des élections pour la Coordination nationale étudiante d'Amiens tenue le 10 avril, les étudiants du département Lettres de Paris VII-Jussieu (4 Unités d'enseignement et de recherche dont celle d'Asie-orientale) ont rejeté massivement les candidats de l'UNEF qui tout en appelant à des « journées d'action » bidon préparent le sabotage de la lutte en mettant en avant la question du passage des examens. Les candidats trotskistes de toute tendance ont également été rejetés, ils ne sont qu'une roue de secours du carrosse révisionniste et appellent les étudiants à suivre

les révisionnistes dont ils qualifient les actions de « responsables ». Par ce vote, les étudiants, rejetant toutes les magouilles révisionnistes et trotskistes, se sont engagés massivement dans la lutte résolue contre la réforme Soisson. Ils ont affirmé clairement leur refus de voir la lutte déboucher sur des solutions de rechange, de replâtrage, ou sur de prétendues améliorations à cette réforme. Ils ont affirmé qu'ils ne reconnaîtront qu'un mot d'ordre : Abrogation de la réforme Soisson !

Cercle de Jussieu de la JCMLF.

A Reims, la lutte continue

A Reims, la lutte a repris malgré les vacances. Droit, Lettres, Sciences économiques, Sciences continuent la grève. La majorité des étudiants est convaincue de la nécessité d'étendre les revendications à une remise en cause profonde du rôle actuel de l'université. Mais l'UNEF veut s'en tenir à des revendications économicistes. Depuis la semaine qui a précédé les vacances, les étudiants non-syndiqués ne cessent de s'opposer à la volonté de récupération du mouvement par l'UNEF qui cherche à masquer sa politique de « rabatteurs » de l'Union de la gauche.

Des étudiants de Reims.



informations générales



POUR UN 1er MAI DE CLASSE ET DE MASSE

LE PREMIER MAI A MARSEILLE

• Rassemblement régional ouvrier et paysan le 30 avril

• Manifestation le 1er mai

Griffet, Lozay-Babcock, Somafer, Solmer, Speci, Métro, Cheminots, Dockers algériens du port de Marseille, CREAL, c'est par milliers que les travailleurs de la région se sont mis en lutte ces derniers mois contre les licenciements et le chômage, contre les «accidents du travail», pour de meilleures conditions de vie et de travail, contre le système capitaliste. A chaque fois ils ont dû également s'affronter aux dirigeants du PCF et de la CGT qui tentaient de dévoyer et de trahir leurs luttes. A chaque fois ces traîtres à la classe ouvrière se sont trouvés dénoncés par les travailleurs en lutte comme viennent de le faire ceux de Griffet.

C'est dans cette situation excellente et nouvelle pour la région que les communistes marxistes-léninistes de Provence, encouragés par le succès du rassemblement national du 14 février, ont pris la décision d'organiser le 30

AVRIL de 19 à 24 heures à la salle St-Georges, avenue de la Corse, à Marseille, un RASSEMBLEMENT REGIONAL OUVRIER ET PAYSAN.

Ils appellent tous les ouvriers, paysans, étudiants, jeunes, femmes, chômeurs de Provence à prendre contact avec eux (en écrivant au journal) pour organiser leur participation à ce rassemblement. Que dès maintenant tous se mobilisent pour réaliser des stands, des panneaux, des expositions, des montages-diapos, etc. Ils appellent également tous ceux qui militent dans le domaine de l'art afin de le mettre au service des luttes des travailleurs à écrire rapidement au journal.

Le lendemain 1er mai les communistes marxistes-léninistes de Marseille les appellent à participer nombreux à la manifestation qu'ils organisent à 10 heures — escaliers de la gare St-Charles.

Meeting 1er mai à Vannes

Un meeting départemental à l'initiative des mili-

tants de «L'Humanité-Rouge» se tiendra à Vannes

le samedi 1er mai à l'occasion de cette journée internationale de lutte des travailleurs.

Lieu du meeting :
SALLE DES LICES
à partir de 9 h 30

Ce meeting sera centré sur les luttes ouvrières et paysannes de la région. Des ouvriers de plusieurs entreprises de la région devraient exposer les conditions des luttes, leurs expériences dans leurs entreprises.

Nous souhaitons aussi

donner la parole aux paysans de notre région.

Nous évoquerons bien sûr la situation internationale et profiterons de cette réunion publique pour réaffirmer nos positions sur la nécessité de la dictature du prolétariat.

Un appel est lancé à tous les travailleurs du Morbihan pour participer à ce premier meeting départemental.

Des panneaux sur les luttes actuelles seront exposés.

Meeting de l'Humanité Rouge à La Ferté-Bernard, le 30 avril 1976 à 20 h 30 rue d'Huisne

Nous avons reçu la lettre suivante de nos camarades de la région de la Ferté-Bernard dans la Sarthe :

Nous avons décidé que le 1er mai sera pour nous l'occasion d'un meeting.

En effet bien que notre ville soit petite, nous estimons que notre rôle ne doit pas être de servir de force d'appoint pour les grandes villes, mais que nous avons pour tâche de faire connaître nos idées et nos positions aux travailleurs de notre ville et de ses environs.

Même si notre meeting restera modeste, il permet-

tra de façon utile de diffuser nos idées.

Nous plaçons ce meeting sous le signe de la dictature du prolétariat. Ainsi nous avons défini le programme de ce meeting :

Trois interventions :
— une intervention sur les luttes des ouvriers de la localité.
— une intervention sur la situation et les luttes des petits paysans.
— une intervention au nom du journal pour faire connaître notre analyse de la situation actuelle et nos positions politiques.

Grenoble

LE MOUVEMENT ETUDIANT A L'OFFENSIVE

Suite de la page 5.

Dans son communiqué paru dans le *Dauphiné libéré* l'UNEF appelait à «rechercher le soutien de la population et des travailleurs». Or le 9, pour éviter que les étudiants ne rejoignent les travailleurs à la gare de Grenoble à 15 heures, les révisionnistes ont appelé à une manifestation étudiante «autonome» à 14 h 30, allant ainsi délibérément à l'encontre de la volonté exprimée démocratiquement par les étudiants en assemblée générale.

Cette tentative de division devait piteusement échouer. Des centaines d'étudiants dénonçaient les manœuvres de l'UNEF et de l'Union départementale CGT qui elle aussi refusait de laisser les étudiants manifester avec les travailleurs de Rhône-Poulenc.

L'UNEF qui essayait d'influencer les étudiants en disant : «Les travailleurs ne veulent pas de nous», etc. s'est bientôt retrouvée seule, apparaissant comme un groupuscule de 40 larbins de la bourgeoisie. Plus d'un millier d'étudiants et de lycéens scandant «UNEF trahison !» sont partis à la gare. Là, au moment de leur jonction avec les ouvriers, l'Union départementale CGT devait intervenir : «Mes enfants (!) on vous comprend, vous avez raison de manifester, vous avez VOS problèmes, nous on a les NOTRES... Allez vous faire voir ailleurs !» Mais à la faveur des contradictions apparues dans la CGT, les étudiants parvenaient finalement à entrer dans le cortège. Bientôt un «cordon sanitaire» de 50 gros bras du

service d'ordre grenoblois de la CGT et du PCF tentait de tenir les étudiants à distance des ouvriers. Montant provocation sur provocation le «service d'ordre» essayait de trouver un prétexte pour intervenir. Rien n'y a fait. Et les étudiants, scandant : «Chômage ras-le-bol — Non aux licenciements — Ni chômeurs ni cadres au service du capital» ont continué de crier avec et sous la direction de la classe ouvrière leur volonté de lutte contre la bourgeoisie. Aux mots d'ordre réactionnaires du service d'ordre révisionniste les étudiants répondaient «Union action révolution», à la Marseillaise braillée par les révisionnistes, les étudiants répondaient, le poing levé, par l'Internationale.

Le lendemain l'assemblée générale des étudiants

de Sciences économiques, Sciences et Sciences humaines, tirait le bilan de cette manifestation, bilan très positif du point de vue des étudiants et du développement de leur unité avec la classe ouvrière. Un travailleur CFDT de Rhône-Poulenc Progl était présent à cette assemblée générale. Expliquant la position de la CFDT sur la manifestation de la veille il devait condamner très fermement l'attitude du service d'ordre CGT qui avait tenté de diviser les travailleurs et les étudiants, et condamner non moins catégoriquement la CGT de Rhône-Poulenc qui répand des calomnies et taxe la CFDT de Rhône-Poulenc de groupuscule non représentatif.

Des étudiants de Grenoble.

Foyers Sonacotra en grève

Déclaration commune des organisations de travailleurs immigrés

Après avoir exercé plusieurs pressions et menaces sur les travailleurs en grève des foyers, la direction de la Sonacotra a rompu toute négociation et choisi la répression.

Le jeudi 8 avril, 2 délégués du foyer de Champigny, Ben Amar (Algérien) et José Ferreira (Portugais) ont été arrêtés et immédiatement expulsés du territoire français.

Nous tenons à dénoncer très fermement cet acte de répression qui n'a même pas respecté les «formes légales» de la procédure d'urgence.

Nous nous élevons contre toutes les formes d'expulsion et actes arbitraires envers les travailleurs immigrés en lutte.

Nous réaffirmons notre soutien aux travailleurs de la Sonacotra et à leur représentant, le comité de coordination.

Nous réclamons l'arrêt immédiat de toutes répression et poursuites qui pèsent sur les résidents des foyers Sonacotra et leurs délégués.

Nous appelons toutes les organisations démocratiques, tous les travailleurs immigrés et français à opposer une riposte vigoureuse aux actes de répression qui mettent en danger les libertés d'expression et de lutte de l'ensemble des travailleurs.

Paris, le 10 avril 1976.
Comité des travailleurs algériens ; Association des Marocains en France ; Union des travailleurs immigrés tunisiens ; collectif africain (UGTSF, MOTIF, FETRANI, ACTAF, UNEK, UGEES) ; Comité des travailleurs africains ; Mouvement des travailleurs mauriciens. Comité unitaire français-immigrés.

Deux flics des Yvelines vendaient des cartes de séjour

Deux sous-brigadiers du commissariat de Houilles (Yvelines), impliqués dans un trafic de cartes de séjour, ont été inculpés pour faux en écritures administratives et corruption par M. Cabouat, juge d'instruction à Versailles.

Les deux policiers, MM. René Sorin et Daniel Bourre, ont été laissés en liberté mais aussitôt suspendus de leurs fonctions.

Depuis de nombreux mois tous deux étaient en contact avec des travailleurs algériens à qui ils procuraient des récépissés fictifs de car-

tes de séjour, destinés aux étrangers en situation irrégulière sur le territoire français, par exemple sans domicile fixe ou sans emploi. Les intermédiaires versaient entre 50 et 100 F aux policiers pour chaque carte de séjour, mais les revendaient 1 500 F pièce.

Une trentaine d'affaires ont été relevées par la police judiciaire qui poursuit son enquête dans la banlieue ouest où un véritable réseau — dans lequel d'autres policiers seraient impliqués — est sur le point d'être démantelé.

D'où vient le trou de la Sécurité sociale ?

Au conseil d'administration de l'URSSAF (Union de recouvrement des caisses de Sécurité sociale et d'allocations familiales) un document «confidentiel» a été distribué aux administrateurs, répertoriant la liste des entreprises ayant une dette de plus de 50 000 F :

Dans la seule région de Colmar, quelque 27 entreprises doivent plus de 3 800 000 F (nouveaux !) alors que pour l'ensemble du Haut-Rhin la dette s'élève à plus de 28 millions (2

milliards 800 millions d'anciens francs !).

Quand on sait que dans ce genre d'organismes aux mains des patrons, les petites dettes dévoilées servent à cacher les sommes monstrueuses jamais payées... il n'est pas difficile de trouver l'origine du fameux «trou» de la Sécurité sociale !

Et c'est ce trou que les travailleurs doivent combler en payant 1,5 % de majoration pour la Sécurité sociale !!

Correspondant Colmar.



culturel

Télévision

Aux dossiers de l'écran, mardi

Le linge sale des marchands de culture bourgeoise

Mardi soir aux «Dossiers de l'écran», vous avez pu voir des gens que l'on ne voit pas souvent sur les écrans : les requins qui vendent et achètent de l'art.

Axé sur les «faux en peinture» le thème du «débat» a permis à tous ces gens du beau monde de s'insulter poliment, de régler leurs comptes et leurs affaires de marchands capitalistes.

Les participants ont véritablement lavé leur linge sale devant le public. Il y avait d'une part le prince Commene, connu par l'habileté avec laquelle il copia autrefois plusieurs artistes contemporains, Roger Peyrefitte et le héros de son dernier livre, Fernand Legros, impliqué dans une affaire de tableaux douteux vendus à un collectionneur texan, et, d'autre part, des critiques d'art, des experts, des marchands de tableaux et des peintres.

Le débat très peu intéressant puisqu'il ne concernait que ces messieurs a permis

de voir un visage peu connu du peuple de la pourriture du capitalisme.

Encore une fois la devise de ces faiseurs de profits est «tout s'achète tout se vend» et la question qui les préoccupe est uniquement de savoir quel est le meilleur moyen de se faire le plus d'argent. Il n'est certes pas question pour nous de dire «la culture n'a rien à voir avec le capitalisme» mais de montrer que la culture bourgeoise, ce sont des œuvres qui n'ont rien à voir avec le peuple, qui jouent un rôle réactionnaire et qui constituent en fait derrière le mot «culture» de simples valeurs marchandes plus ou moins bien cotées sur le marché. Que des capitalistes fassent des profits sur des tableaux de Picasso, Dali ou Mathieu on s'en fout. Ce qu'il faut c'est abattre cette culture bourgeoise et tout son système pour mettre une nouvelle culture populaire, révolutionnaire et prolétarienne à la place.

«Police Python 357»

d'Alain Corneau (4)

Une opération publicitaire

Ceux qui sont allés voir ou qui vont aller voir le film «Police Python 357» ne sont que les jouets de la manipulation publicitaire qui détient les pleins pouvoirs en particulier dans la «promotion» cinématographique.

Le thème du film est tellement insipide qu'on se demande si ce n'est pas le film qui est prétexte à publicité plutôt que ce soit la publicité qui appuie le film. Une vague histoire d'amour et de violence à la sauce américaine — dans laquelle d'ailleurs le fameux revolver PP 357 a très peu d'importance — Montand, le flic au PP 357, tombe amoureux d'une ex-prostituée. Mais celle-ci a également pour amant le supérieur de Montand, F. Périer. Celui-ci tue la fille, dans un moment de jalousie. Tout le film tourne autour du fait que Montand, ayant toutes les apparences contre lui et qui le rendent coupable, essaie de découvrir le vrai assassin. Un navet peu passionnant dont les ficelles sont grosses comme des câbles.

D'une manière identique au domaine du spectacle, les faiseurs de profits du cinéma jouent tou-

jours des atouts simples et accrocheurs. Ici, dans «Police Python 357», les deux atouts sont Yves Montand (la «vedette») et un revolver (le «truc»). Ceci permet de monter une gigantesque campagne publicitaire calquée sur le mode américain — campagne qui n'est certes pas aussi importante que celle orchestrée autour des «Bents de la mer». Ce qui ressort donc du film ce sont ces gigantesques affiches de Montand, tenant le fameux revolver, en position de tir. Affiches sur les murs, «placards» dans le Monde, France-Soir, etc...

(1) Avec de tels moyens et procédés, le film a des chances de marcher (c'est-à-dire de faire rentrer des sous). Utiliser Yves Montand, «vedette mondiale» en pointe, et exploiter le thème de la violence — réactionnaire bien sûr : celle d'un individu isolé qui doit tuer pour faire sa place au soleil — semblent être particulièrement bien choisis selon les critères du marché de l'industrie cinématographique capitalistes. Alain Corneau, le réalisateur, et Albina de Boisrouvray, la productrice du film, ne vont certainement pas y perdre au change.

(1) Sur le rôle des campagnes publicitaires dans le cinéma, voir la très intéressante étude d'«Écran 76» du mois de mars (9 F dans les kiosques).

Cinéma et publicité

« HISTOIRE D'UN PÊCHE »

«Jeune fille pieuse, Eva s'éprend à en perdre la tête d'un homme marié, puis divorcé, puis remarié, que pendant des années elle va rechercher à travers l'Europe. Un infanticide, deux ou trois viols, les sévices d'un ignoble maître-chanteur, un meurtre au curare, un séjour à Monte-Carlo, un autre au sein d'une communauté utopiste et des chutes fréquentes dans la prostitution marquent les principales étapes de son calvaire.

Quand, après tant d'épreuves, Eva retrouve enfin son amoureux, c'est pour le protéger contre des assassins et mourir dans ses bras en lui sauvant la vie».

Un critique résume ainsi l'intrigue du film *Histoire d'un pêche* qui vient de sortir à Paris, applaudi par *l'Aurore* («Magistrale description d'une passion féminine») et *le Monde* («Film superbe et suffocant»).

Tous les poncifs du cinéma bourgeois s'accablent dans ce film : l'adultère mondain, l'amour fou et criminel, la prostituée au grand cœur... le tout illustré d'épisodes pornographiques qui servent d'argument publicitaire.

Et d'où vient ce chef d'œuvre ? C'est une production Film Polski, qui vient

tout droit de la Pologne «socialiste»... Un lecteur

Rugby

Quand Roger Couderc commente

Un exemple de l'idéologie chauvine et compétitive de la bourgeoisie qui existe chez «nos» commentateurs sportifs de la TV MM. Couderc et Albaladejo :

«En effet, analysons les résultats du Tournoi des Cinq nations 1976 : 1er match contre l'Écosse, 1ère victoire, non convaincante, paraît-il, il faut attendre les prochaines rencontres pour juger la valeur de l'équipe de France ; 2e match contre l'Irlande, 2e victoire pas satisfaisante pour ces messieurs car l'opposition n'était pas assez forte ; 3e match contre Galles, 1ère défaite de justesse mais quel match et quelle satisfaction ! ; 4e match contre l'Angleterre, 3e victoire et ces messieurs ne sont encore pas satisfaits».

«Autrement dit, sur 4 matches dont 3 victoires, seule la défaite a été pleinement satisfaisante.»

Les victoires sont bien sûr «normales» pour les équipes françaises, mais leurs défaites ne seront jamais le résultat des victoires des équipes «ennemies».

Note de lecture

Un dossier exemplaire

«L'ELECTRONUCLEAIRE EN FRANCE»

Au moment où Edmond Maire écrit à Giscard pour lui demander de suspendre pendant trois ans le programme nucléaire, il est indispensable pour connaître les données techniques et économiques du débat, de lire cet ouvrage collectif. Un de ses mérites est d'ailleurs d'avoir été écrit dans un langage accessible même pour les non-initiés, alors qu'il était difficile de faire un choix dans une surabondance de documentation. De plus il constitue une argumentation solide pour la prise de position d'E. Maire, qui s'appuie sur trois points essentiels :

L'absence d'information :

Les organismes gouvernementaux cherchent beaucoup plus à «vendre» l'énergie nucléaire qu'à ouvrir un large débat qui engagerait la nation pour des décennies. Rien ne transparaît sur les choix politiques qui déterminent nos investissements énergétiques. Ni sur leur contrepartie : mise en sommeil de nos ressources naturelles notamment (charbon, mais aussi «houille blanche»).

Or des syndicalistes conséquents ont voulu pallier à cette carence, et sortir de la simple défense des intérêts immédiats des travailleurs de leur secteur, pour exposer ce qu'ils estiment être leur responsabilité vis-à-vis de la collectivité. Un exemple à suivre.

Les conséquences sur les conditions de travail d'abord, sur l'environnement en général.

Pour les cédétistes, les problèmes de sécurité n'ont pas été suffisamment étudiés, dans un domaine aussi périlleux que la radioactivité. C'est ainsi que le programme électronucléaire est lancé alors qu'aucune solution satisfaisante n'a encore été trouvée pour le stockage des déchets radioactifs.

La pseudo-indépendance.

Car non seulement le choix nucléaire est présenté comme la solution-miracle à la crise de l'énergie, mais il est posé par le gouvernement en termes d'indépendance nationale. Quelle indépen-

dance ? Alors que le choix de la filière américaine, c'est-à-dire des réacteurs nucléaires à eau ordinaire, fabriqués sous licence Westinghouse nous rend tributaires de la technologie US, et que n'est pas résolu le problème de l'approvisionnement en uranium. Mieux la privatisation de l'ensemble du cycle du combustible entraîne une subordination presque totale aux intérêts des firmes transnationales américaines. Et l'on connaît leur souci pour les conditions de sécurité du personnel !

Notons par ailleurs la présentation exemplaire elle aussi : c'est ainsi qu'à la suite de plusieurs chapitres, est présenté un paragraphe dit de «conclusion» ou de «discussion» qui resitue les informations données dans le cadre du débat général.

Un regret pourtant : il aurait été utile de dresser un tableau synthétique des différentes politiques européennes et d'analyser l'avenir d'une solution commune, seule possibilité d'échapper à la domination US.

(1) par le syndicat CFTD des personnels de l'Énergie atomique. Ed. du Seuil, collection «Points».

Vu par Sylvestre

Les nouvelles mesures de répression



l'Humanité Rouge

document

Une menace sur l'Europe, le social-impérialisme russe

«DIVISER POUR ATTAQUER...»

Dans les visées expansionnistes des révisionnistes soviétiques, le recours à la guerre tient une place décisive. Nous avons vu dans nos précédents numéros que l'économie de l'URSS toute entière est asservie à la militarisation et à l'effort gigantesque de surarmement. Cependant il serait illusoire de voir le danger social-impérialiste sous cette unique forme. Car parallèlement la clique Brejnev travaille à la division, à la décomposition et au minage de l'Europe occidentale. Autrement dit, elle mène une offensive de grande envergure qui vise à affaiblir et à paralyser les pays d'Europe de l'Ouest.

Dans les conditions actuelles où ces pays font toujours partie de la sphère d'influence américaine l'objectif premier des sociaux-impérialistes russes vise à aiguïser les contradictions entre les pays d'Europe occidentale et les États-Unis, afin de désorganiser l'OTAN qui est pour l'instant la seule défense coordonnée existant entre les pays d'Europe de l'Ouest. Cela explique pourquoi la propagande révisionniste en matière de politique étrangère vise avant tout à démontrer l'«inféodation» des gouvernements occidentaux à Washington et cela contre les évidences mêmes parfois : ainsi la construction européenne est-elle présentée systématiquement comme un plan américain alors même qu'à maintes reprises, notamment sur des questions internationales comme les relations avec le tiers monde ou la situation à Chypre ou au Moyen-Orient, les positions des neuf sont allées à l'encontre des vœux et des intérêts de l'administration américaine : au cours de la guerre d'octobre 73, les États-Unis n'ont pas pu utiliser comme ils le désiraient les bases américaines en Europe ; qui plus est, inquiets de voir les pays arabes utiliser l'arme du pétrole les gouvernements d'Europe de l'Ouest ont pour la plupart de façon variable revu leurs positions par rapport au peuple palestinien.

Muni d'un appareil de propagande considérable les révisionnistes soviétiques n'en cherchent pas moins à mettre à profit les justes et légitimes sentiments anti-impérialistes américains en Europe de l'Ouest pour renforcer leurs positions. Et d'ailleurs au cours de ces dernières années, ils ont marqué des points sur ce plan notamment en Europe du Sud.

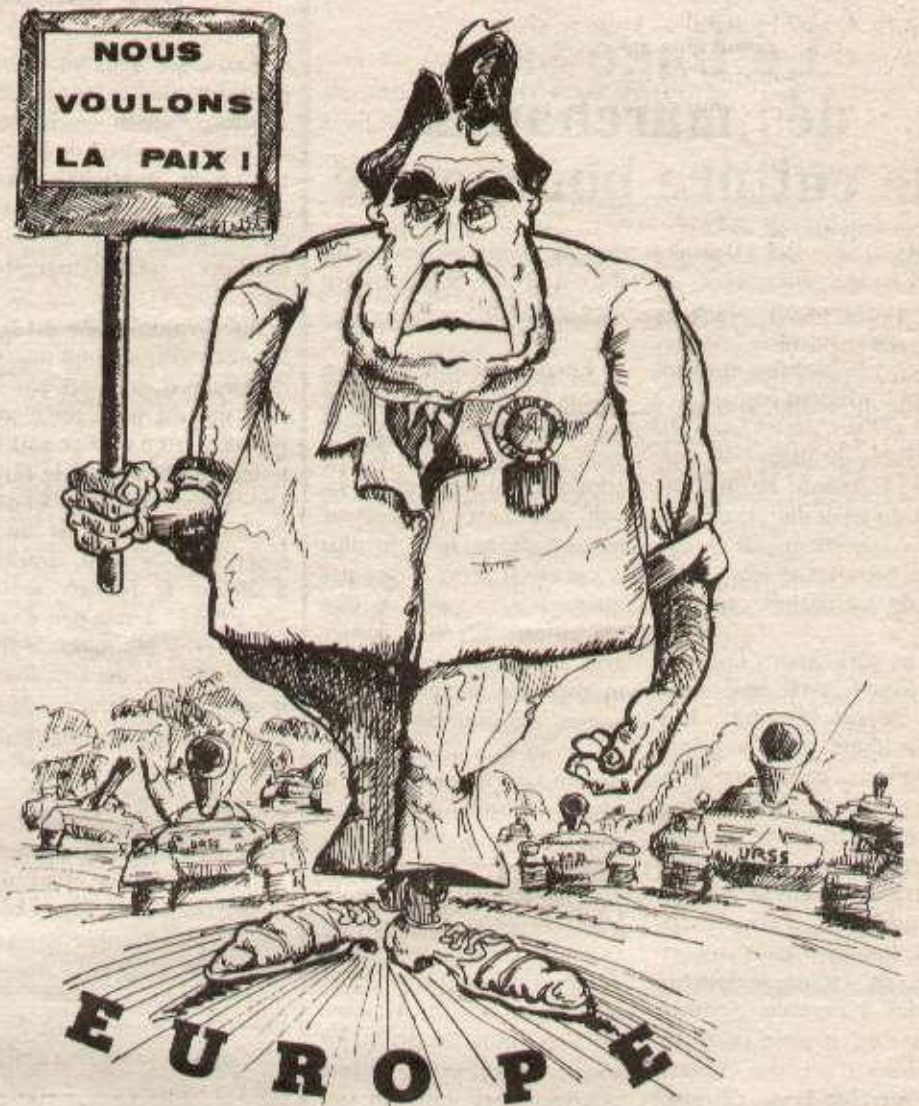
Mais couper l'Europe des États-Unis ne leur suffit pas, il leur faut à tout prix empêcher la constitution d'une Europe de l'Ouest unie et notamment une défense conjointe des pays d'Europe de l'Ouest. Rendre inefficace l'organisation de défense en place et empêcher son remplacement va de pair. C'est ainsi que peu à peu les pays d'Europe occidentale se trouvent dans un dangereux «vide» du point de vue de la défense commune. Pour dresser des obstacles sur cette voie, les sociaux-impérialistes russes travaillent activement à dresser les pays européens les uns contre les autres et surtout au sein de la communauté européenne. Ils jouent la France contre l'Allemagne en utilisant la rivalité entre ces deux puissances capitalistes pour le leadership de l'Europe de l'Ouest. De même en Grèce et en Turquie, deux bastions stratégiques de l'OTAN face à l'URSS en Méditerranée, les révisionnistes soviétiques ont tout mis en œuvre pour exploiter les contradictions nées de la crise chypriote.

En ce qui concerne les méthodes utilisées, cela va des campagnes de presse calomnieuses, aux manipulations et aux actions terroristes.

Bien entendu ce qui est le plus important pour elle c'est de créer le terrain par une préparation idéologique. Comment l'opinion publique européenne accepterait-elle l'affaiblissement de sa défense si l'illusion de la détente ne se développait pas. Comment l'opinion publique française pourrait-elle être «montée» contre l'union avec l'Allemagne sans l'utilisation du prétendu esprit revanchard allemand.

Aussi la machine de propagande soviétique exploite à fond par exemple les sentiments antinazis pour agiter l'épouvantail allemand. C'est en fonction des positions prises par les personnalités et partis politiques sur ces questions des rapports avec les États-Unis et des rapports avec l'Allemagne et la Communauté européenne en général que Moscou décerne ou non ses décorations : les uns deviennent des «amis de la paix et de la détente», les autres ceux qui appellent à la vigilance, deviennent des «revanchards» ou des «champions de la guerre fratricide». C'est ainsi que Moscou cherche à manipuler l'opinion publique européenne.

(Demain : Subversion n'est pas révolution)



Une opération du KGB

UNE CAMPAGNE MYSTÉRIEUSE

le KGB inventa un nouveau moyen de calomnier l'Allemagne de l'Ouest. En 1958, un professeur de lycée ouest-allemand avait tenu d'ignobles propos antisémites ; de jeunes délinquants avaient profané des tombes dans un cimetière israélite ; et quelques familles juives avaient reçu des lettres d'injures anonymes. Ces incidents qui avaient indigné la presse allemande et provoqué dans la presse étrangère des commentaires quant à une éventuelle renaissance du nazisme, avaient également donné une idée au général Agayantz*.

Dans la nuit de Noël 1959, un Allemand de vingt-cinq ans, aidé d'un complice, traça, sur la synagogue de Cologne, des croix gammées avec le slogan «L'Allemagne réclame l'expulsion des Juifs». Un monument israélite, à plus d'un kilomètre de là, fut également profané. Au cours des nuits suivantes, des croix gammées et des slogans antisémites apparurent sur les synagogues, les tombes et les magasins juifs de plus de vingt villes d'Allemagne de l'Ouest.

Dans le monde entier, la réaction fut immédiate et presque uniformément défavorable à l'Allemagne de l'Ouest. Le poète américain Carl Sandburg réclama la peine de mort pour tout individu surpris à peindre des croix gammées. A Londres, Lord Robert Boothby, qui avait entendu parler, disait-il, d'une «vague de néonazisme», annonça son intention de se rendre en Allemagne pour enquêter sur la situation. Les diplomates ouest-allemands se virent soudain frappés d'ostra-

cisme. Des commerçants britanniques annulèrent leurs contrats d'importation de marchandises ouest-allemands, licencièrent les employés ouest-allemands, ou retirèrent les produits allemands de leurs étalages. Les journaux britanniques exprimèrent le doute que l'Allemagne de l'Ouest pût être une partenaire digne de confiance au sein de l'OTAN. Un titre du «New York Herald Tribune» résume bien l'attitude des principaux journaux d'Europe et d'Amérique à ce moment :

«Bonn impuissante à éliminer le poison nazi».

Mais les protestations les plus bruyantes émanèrent de Moscou :

«Ces provocations nazies scandaleuses et ces apparitions de la croix gammée sont destinées à encourager la guerre froide et à dresser les peuples les uns contre les autres», écrit «la Pravda». Les dirigeants ouest-allemands en furent réduits à présenter leurs excuses les plus plates et à publier une autocritique officielle.

Entre Noël 1959 et la mi-février 1960, les autorités ouest-allemandes enregistrèrent 833 manifestations antisémites. Puis l'épidémie cessa aussi soudainement, aussi mystérieusement qu'elle avait commencé.

Les responsables de la plupart de ces actes profanateurs restèrent inconnus.

Le jeune Allemand et son complice, convaincus de la profanation de la sy-

nagogue de Cologne dans la nuit de Noël, appartenaient à un petit parti d'extrême-droite et, loin de se repentir, exprimèrent au procès des sentiments pro-nazis. Mais la police établit qu'ils s'étaient, l'un et l'autre, souvent rendus en Allemagne de l'Est.

Dans une autre affaire, le trésorier d'une organisation néo-nazie de Berlin, Bernhardt Schlottmann, âgé de 22 ans, avoua, après son arrestation, avoir reçu l'ordre de noyauter les milieux extrémistes.

L'apparition simultanée de croix gammées dans de nombreuses villes de différents continents et la fin soudaine de l'épidémie témoignent d'une opération organisée.

Ce n'est que plus tard, bien après 1960, que les services de sécurité occidentaux découvrirent ce qui s'était réellement passé, quand les transfuges révélèrent que l'«opération croix gammée» avait été conçue tout entière par le général Agayantz en personne. La réaction scandalisée aux premiers incidents antisémites isolés de 1959 lui avaient montré à quel point l'opinion mondiale était sensibilisée à tout ce qui pouvait ressembler à un renouveau du nazisme. Il se dit que si quelques actes isolés suffisaient déjà à provoquer pareille réaction, une série ininterrompue d'incidents dans le monde entier susciterait une vague de terreur et une méfiance générale vis-à-vis des Allemands de l'Ouest.

* Directeur du département de «désinformation» du KGB.